

**Burkina Faso - Discours de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
devant la communauté française**  
(Ouagadougou, 18 octobre 2018)

Monsieur l'Ambassadeur,

Mesdames et Messieurs,

Mes chers compatriotes,

Je suis d'abord heureux d'être de retour au Burkina Faso un peu plus de six mois après une visite marquée par des circonstances dramatiques. Je sais que les attaques terroristes de mars dernier qui visaient notre ambassade et l'état-major des armées du Burkina Faso vous ont durement affectés et je tenais à vous retrouver aujourd'hui pour vous dire ce que fait la France pour assurer votre sécurité mais aussi ce que fait la France pour aider ce pays que vous aimez et que vous avez choisi, pour aider ce pays à retrouver la stabilité et à développer tout son potentiel.

Les épreuves que j'évoquais ont montré que vous ne pouviez plus vivre au Burkina Faso avec, j'allais dire, la même sérénité que par le passé et il est vrai que ce pays est devenu moins sûr. Cela, votre communauté l'a compris, elle est aujourd'hui consciente des menaces qui pèsent sur elle et, du coup, on me dit qu'elle est plus soudée que jamais, ce qui est une bonne chose.

Vous le savez, garantir votre sécurité est pour la France une priorité. Nous avons mis en place, après mon passage ici, quelques jours après l'attentat, un certain nombre de mesures destinées à vous protéger. Et depuis le 2 mars, avec le soutien des autorités burkinabè, nous avons renforcé la protection extérieure du lycée Saint-Exupéry, je me souviens que vous en étiez très préoccupés lorsque j'étais venu. Je sais que, dans ce cadre, certaines décisions qui ont dû être prises - je pense à la journée continue ou à la suppression des activités sportives à l'extérieur de l'établissement - ont parfois provoqué quelques désagréments, mais il s'agissait de concessions absolument nécessaires à la sécurité des professeurs et des élèves.

Par ailleurs, depuis ma venue en mars, des améliorations ont été apportées à la sécurité des emprises françaises, qu'il s'agisse de l'ambassade - les travaux sont en cours -, de l'Agence française de développement ou encore de la Maison de la jeunesse et de l'innovation.

Ce souci de sécurité nous a également amené à prendre une décision difficile : la fermeture au public - mais la fermeture provisoire - de l'Institut français, compte tenu des risques. C'était

manifestement la meilleure chose à faire et je souhaite que les travaux de sécurisation de l'ensemble du site, qui ont déjà démarré, soient menés à bien rapidement afin que le public puisse revenir à l'Institut au plus vite et dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

Comme ces travaux ne devraient toutefois pas s'achever avant le mois de février, je peux vous dire ici, je l'ai dit tout à l'heure à l'ambassadeur, nous trouverons un arrangement temporaire qui permettra à l'Institut de jouer pleinement son rôle de partenaire du FESPACO, festival panafricain du cinéma. Nous y tenons absolument, non seulement parce que c'est un événement considérable, c'est le premier festival de cinéma d'Afrique, mais aussi parce que cette nouvelle édition marquera le cinquantième anniversaire de ce festival important.

Ces efforts de sécurisation vont de pair avec un renforcement important de notre coopération avec les autorités burkinabè que nous aidons et que nous allons continuer à aider pour qu'elles consolident la sécurité et la stabilisation du pays. Parce que, lorsque nous agissons pour la sécurité du Sahel, c'est aussi à la sécurité de nos ressortissants que nous pensons et c'est aussi la sécurité de nos ressortissants que nous contribuons à assurer.

Lors de notre dernière rencontre, je vous avais dit ici que nous ne changerions pas de politique et que nous resterions aux côtés du peuple burkinabè. Comme vous avez pu le constater, cette ligne de conduite est toujours la même. Demain, je verrai le président Kaboré - nous avons déjà eu des entretiens avec lui, le président Macron l'a rencontré à plusieurs reprises - et nous nous redirons notre détermination à coopérer de manière plus active encore avec son pays pour faire face à la menace terroriste.

Il est clair que le Burkina Faso doit renforcer ses capacités d'interventions et nous sommes tout à fait décidés à l'y aider. Notre détermination, nous avons montré il y a quelques semaines qu'elle était totale, lorsque les avions de Barkhane sont intervenus à la demande des autorités burkinabè pour stopper une action terroriste contre le poste de gendarmerie d'Inata, pour défaire et neutraliser l'équipe qui avait assailli les gendarmes burkinabè et la mine d'Inata toute proche. Quand un pays ami en danger nous demande de lui porter assistance, non seulement il est légitime de le faire, mais notre devoir fondamental est de le faire vite et de le faire efficacement, ce qui a été le cas.

Ce type d'actions est nécessaire pour parer les menaces les plus immédiates et il se poursuivra et même, vraisemblablement, il se renforcera.

Mais, au Burkina Faso comme ailleurs, nous savons que les conditions de vie de la population doivent s'améliorer pour que la sécurité revienne durablement. C'est pourquoi le président de la République a annoncé une augmentation de notre aide publique au développement d'un milliard d'euros dès l'an prochain, dès 2019.

Le Sahel étant l'une de nos priorités, j'ai demandé aux services de l'Etat, et en particulier à l'agence française de développement de travailler à des projets permettant de renforcer considérablement notre soutien au développement économique du Burkina Faso. Dans ce cadre, nous appuierons évidemment les ONG qui connaissent bien le terrain et sont, par leur dévouement, par leur dynamisme, des acteurs fondamentaux de notre coopération. Je

rencontrerai certaines d'entre elles demain matin pour réfléchir aux voies et moyens de maintenir et de poursuivre notre action dans ce domaine et singulièrement dans les régions du Nord ou de l'Est où les terroristes cherchent à éliminer, voire à chasser, les autorités de l'Etat burkinabè.

Et, bien sûr, dans un pays où la moitié des habitants à moins de 17 ans, nous entendons nous tourner vers les jeunes générations du Burkina Faso pour construire le partenariat de demain entre nos deux pays. C'est le sens de l'idée de "Maison de la jeunesse et de l'innovation" qui avait été lancée par le président de la République l'an dernier à l'occasion d'une rencontre, que l'on pourrait considérer comme mémorable, avec des étudiants ouagalais. Cette maison que vous avez décidé d'appeler "La Ruche", je l'inaugurerai demain avec mon homologue burkinabè, Alpha Barry. Elle regroupera les opérateurs français que sont France Volontaires dont je remercie le président d'avoir fait le déplacement à cette occasion, elle regroupera Campus France, dont le développement au Burkina Faso est spectaculaire avec une augmentation de 15% des étudiants burkinabè en France en 2018 par rapport à 2017, et elle regroupera aussi l'Institut de recherche pour le développement, l'IRD. Les étudiants, les innovateurs, les startupeurs, les financements d'entreprises, les entreprises elles-mêmes y trouveront un espace nouveau baptisé le "tiers-lieu" où ils vont se réunir et inventer le Burkina Faso de demain.

Mes chers compatriotes,

Si les menaces qui pèsent sur ce pays nous imposent d'agir énergiquement, à la fois pour vous protéger mais pour appuyer ses forces de défense et de sécurité, nous devons aussi oeuvrer en permanence pour l'émergence d'un Burkina Faso jeune et dynamique, qui soit tourné vers l'avenir. Et je compte sur vous, sur votre présence, sur votre histoire ici, sur votre détermination, pour continuer à incarner, dans toutes ses dimensions la coopération avec ce pays. Ce pays pour qui nous avons une amitié, une grande affection et pour qui nous devons avoir en permanence, en ce moment en particulier, une vigilance, une vigilance d'ami, une vigilance qui soit attentive, une vigilance qui soit exigeante, ce sont ces trois points que je soulignerai demain avec le président Kaboré. Mais je voulais partager ces moments avec vous pour vous indiquer notre détermination à poursuivre ensemble la coopération, la collaboration avec ce pays qui nous est cher et avec lequel nous attendons maintenir une relation exceptionnelle. Merci de votre présence./.